

Questions orales

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, je serais heureux de donner suite aux recommandations du député, mais je veux d'abord vérifier les faits.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**LE BUDGET—LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE**

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Maintenant qu'il a admis que la croissance réelle au Canada ne dépassera pas 4 p. 100 cette année, même s'il disait il y a 13 mois à peine qu'il nous faudrait une croissance d'au moins 5 ou 6 p. 100 pour faire baisser le chômage, le ministre dirait-il si le gouvernement ne tient plus pour vrai la proposition selon laquelle l'une des fonctions de la budgétisation et de l'établissement d'une politique économique est de se rapprocher le plus possible du plein emploi au Canada?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a toujours pour objectif de créer autant d'emplois que possible et de tenir à l'œil le taux de chômage. Mais en même temps, nous devons établir nos politiques en tenant compte de la marge de manœuvre que nous laissent les circonstances. Bien-sûr, la croissance a été de l'ordre de 4 p. 100 au lieu des 5 p. 100 prévus. Tous les pays de l'OCDE connaissent une croissance moindre que ce que l'on avait prévu. Même si, comme je l'ai déjà expliqué notre taux de croissance n'a été que de 4 p. 100 l'an dernier, nous avons réussi à créer 368,000 nouveaux emplois, alors que nous avions prévu en créer moins de 300,000 avec un taux de croissance de 5 p. 100. Voilà pourquoi j'estime que, dans les circonstances, nous nous en sommes fort bien tirés depuis un an en fait de création d'emplois.

● (1422)

M. Gillies: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je suis toujours renversé d'entendre le ministre des Finances citer des chiffres concernant la création d'emplois. Cet aspect ne présente aucun intérêt. Ce qui importe, c'est le nombre de sans-travail et le taux de chômage. Par ailleurs, il ressort clairement du budget que le ministre n'a pas vraiment entrepris une lutte concertée contre l'inflation. Étant donné que depuis environ 40 ans, si l'on a préparé des budgets, c'était surtout pour assurer le plus possible le plein emploi et la stabilité des prix, j'essaie de savoir, en posant aujourd'hui des questions au ministre, à quoi vise ce budget en particulier, qui ne prévoit rien pour remédier au chômage et à l'inflation. Quels objectifs le ministre des Finances poursuit-il dans ce budget?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, les diverses mesures que renferme le budget visent à réduire de quelque 2 milliards les impôts sur le revenu que doivent payer les travailleurs canadiens et, partant, à permettre à ces derniers d'acheter plus de biens l'an prochain. Nous avons en outre réduit la taxe de vente fédérale afin que les Canadiens paient moins cher pour les biens qu'ils se procureront. Parallèlement à tout cela, nous avons réussi à diminuer les besoins de trésorerie du gouvernement, car au mois d'août, nous avons été en mesure d'annoncer une réduction des dépenses.

Le gouvernement a pour objectif d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et de faire baisser les prix. Ce faisant,

[M. Nystrom.]

nos produits seront plus concurrentiels et, partant, notre population active croîtra.

M. Gillies: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Elle s'adresse encore au ministre des Finances, car je crois que c'est là un point important. Il faut être pragmatiques et de nous en tenir au contenu réel du budget du ministre. Or, ce budget ne prévoit rien qui soit susceptible de réduire sensiblement le chômage et l'inflation dans notre pays. Si j'ai bien compris, le ministre a dit aujourd'hui que son budget visait avant tout à réduire les besoins de trésorerie du gouvernement. Est-ce là le principal objectif que devrait viser le budget à l'heure actuelle au Canada?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, je viens de dire clairement que le but de ce budget était la réduction de l'inflation, et cette année l'inflation a varié entre 8½ et 9 p. 100. Nous escomptons que l'an prochain l'inflation sera réduite à 6½ p. 100. Nous espérons créer 250,000 nouveaux emplois de plus l'an prochain, ce qui prouve que nous sommes très préoccupés par le niveau de l'emploi au Canada, et nous avons réussi à faire un budget de cette manière tout en réussissant à réduire les demandes de liquidité de 12 milliards à 10.7 milliards de dollars.

[Traduction]

LA BAISSÉ DES EXPORTATIONS DE PRODUITS FABRIQUÉS

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Entre 1970 et 1976, la proportion canadienne des exportations de produits fabriqués sur le marché mondial est passée de 6 à 4.7 p. 100. En même temps, la demande mondiale de produits fabriqués s'accroissait à un rythme étonnant.

Je demande au premier ministre suppléant s'il convient avec MM. John Shepherd et John Orr du Conseil des sciences du Canada—qui est soit dit en passant un organisme d'État—que la véritable faiblesse de l'industrie canadienne est dans le domaine des produits entièrement fabriqués? Si le premier ministre suppléant en convient quelles mesures compte-t-il prendre pour remédier à cette lacune ou croit-il que ces déclarations ne sont que des balivernes?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je ne trouve pas que ces déclarations soient des balivernes, même si elles n'ont rien gagné à être rapportées par le député. Elles expriment un point de vue sérieux dont le gouvernement tiendra compte dans son effort constant pour élaborer et mettre en œuvre une politique industrielle pour le Canada.

M. Crosbie: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je me réjouis que le vice-premier ministre ne trouve pas qu'il s'agisse là de balivernes. Pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi le ministre de l'Industrie et du Commerce a déclaré que les spécialistes du Conseil des sciences racontent des balivernes, comme le rapportent la *Gazette* de Montréal, en date du 13 novembre, et tous les autres journaux qui publient les comptes rendus de l'agence Presse canadienne? Le ministre de l'Industrie et du Commerce aurait dit en effet qu'ils racontent des balivernes, ajoutant même: «Que connaissent-ils de la gestion des entreprises et du monde réel des affaires?» Est-ce le ministre qui accuse ces spécialistes de